

Convention collective départementale

IDCC : 860. – **INDUSTRIES MÉTALLURGIQUES CONNEXES
(FINISTÈRE)**

(9 avril 1976)

(Bulletin officiel n° 1994-6 bis)

(Etendue par arrêté du 11 septembre 1979,
Journal officiel du 8 novembre 1980)

■ *Journal officiel* du 23 juillet 2009

**Arrêté du 16 juillet 2009 portant extension d'un avenant à la
convention collective de la métallurgie et des industries connexes
du Finistère (n° 860)**

NOR : MTST0916702A

Le ministre du travail, des relations sociales, de la famille, de la solidarité
et de la ville,

Vu le code du travail, notamment son article L. 2261-15 ;

Vu l'arrêté du 11 septembre 1979 et les arrêtés successifs, notamment
l'arrêté du 21 octobre 2008, portant extension de la convention collective de
la métallurgie et des industries connexes du Finistère du 9 avril 1976 et des
textes qui l'ont modifiée ou complétée ;

Vu l'avenant n° 34 du 30 octobre 2007, relatif à la prévoyance, à la
convention collective susvisée ;

Vu la demande d'extension présentée par les organisations signataires ;

Vu l'avis publié au *Journal officiel* du 16 janvier 2008 ;

Vu les avis recueillis au cours de l'enquête ;

Vu l'avis motivé de la Commission nationale de la négociation collective
(sous-commission des conventions et accords), rendu lors de la séance du
3 juillet 2009,

Arrête :

Article 1^{er}

Sont rendues obligatoires, pour tous les employeurs et tous les salariés
compris dans le champ d'application de la convention collective de la métal-
lurgie et des industries connexes du Finistère du 9 avril 1976, tel qu'il

résulte de l'accord du 26 novembre 1993 et à l'exclusion de la réparation d'appareils électriques pour le ménage non associée à un magasin de vente, les dispositions de l'avenant n° 34 du 30 octobre 2007, relatif à la prévoyance, à la convention collective susvisée.

Article 2

L'extension des effets et sanctions de l'avenant susvisé est faite à dater de la publication du présent arrêté pour la durée restant à courir et aux conditions prévues par ledit avenant.

Article 3

Le directeur général du travail est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 16 juillet 2009.

Pour le ministre et par délégation :
Le directeur général du travail,
J.-D. COMBREXELLE

Nota. – Le texte de l'avenant susvisé a été publié au *Bulletin officiel* du ministère, fascicule conventions collectives n° 2007/52, disponible à la Direction des Journaux officiels, 26, rue Desaix, 75727 Paris Cedex 15, au prix de 7,80 €.